

Lettre électronique du Centre de ressources Politique de la ville

36, bd Amilcar CABRAL, Imm. La Varangue, 97200 FDF.

BP 7222, 97277 Schoelcher cedex,

Pour publier un article sur des projets et actions de développement social urbain :

Tél : 0596 686452, Fax 0596 589628 contact@villecaraibe.com

Visitez notre nouveau site internet : *Nouvelles rubriques !!* : www.villecaraibe.com

Rubrique Appels à projets sur le site internet <http://www.villecaraibe.com/appels.html>



SOMMAIRE

- Rencontre des acteurs de la politique de la ville et rénovation urbaine- Rentrée 2010 2
- . **APPELS A PROJETS** 3
- . **ETUDES ET PUBLICATIONS RECENTES**..... 3
 - Le dernier rapport du Médiateur de la République 3
 - Etude sur la médiation sociale en Martinique, Etats des lieux et perspectives..... 3
 - Les inégalités de revenus entre les DOM et la métropole (Etudes de l'INSEE) 4
 - Rapport en ligne du CESR de Martinique : La Jeunesse Martiniquaise 4
 - Rapport final : Quels effets attendre d'une politique d'implication des parents d'élèves dans les collèges ? 4
 - Rapprocher les familles populaires de l'école : analyse sociologique d'un lieu commun..... 4
 - Délinquance des mineurs : un rapport plaide en faveur de la prévention sociale et éducative .. 4
 - Le Guide pratique de l'association 4
- . **REVUE DE PRESSE et ACTUS** 4
 - « Lire et Dire pour le Plaisir » mars 2010..... 4
 - Bô Kannal 5
 - Les petits commerces alimentaires en voie de structuration 6
 - La Maison de la justice et du droit de Fort de France..... 7
 - 10^{ème} séminaire de l'école des parents et des éducateurs de la Martinique 7
 - Un site internet pour l'emploi et la création d'entreprise 7
 - Le parrainage vers l'emploi : Sainte Luce 7
 - Un nouveau Dillon info 7
 - « Si Dillon m'était conté » 8
 - Qu'est-ce que Solfia ? 8
 - Repenser la politique de la ville 8
 - Xavier Darcos et Fadela Amara rappellent leurs priorités pour la politique de la ville..... 8
 - Les grandes villes à l'heure des choix 8
 - Ce que la Loppsi 2 prévoit pour les collectivités locales (article de la gazette des communes) . 9
 - « La coproduction locale de la sécurité en France 9
 - Dix objectifs pour "une nouvelle société à responsabilité sociale et environnementale" en 2020..... 9
 - Les députés adoptent le service civique..... 9

Rencontre des acteurs de la politique de la ville et rénovation urbaine- Rentrée 2010

Plus d'une quarantaine d'acteurs de la politique de la ville et de la rénovation urbaine se sont réunis mercredi 10 février à l'Ecole Hotel de l'AFPA batelière. **L'objectif de cette rencontre organisée par le Centre de ressources Ville Caraïbe, était de faire le point sur l'actualité des réformes en cours ainsi que l'actualité 2010 d'acteurs stratégiques.**



*Ainsi après une introduction du Président Justin DANIEL sur **l'actualité du Centre de ressources**, le Directeur Mathieu PETIT a fait la présentation d'un **état des lieux de la politique de la ville des DSQ à aujourd'hui**, avec des éléments de discussion sur l'application progressive de **la Dynamique « Espoirs Banlieues »**, **la renégociation de la géographie prioritaire et de l'évaluation et la réorientation des contractualisations actuelles**. La Réforme des Directions de l'Etat local avec la RGPP et la place de la Politique de la ville en leur sein a également été abordé.



*Après des échanges sur ces réformes, Justin PAMPHILE, le Responsable du **Développement social à la CACEM** et la Chargée de Mission, Karole ETOLIN, ont apporté leurs éclairages sur la politique de la CACEM dans ce domaine en expliquant notamment les orientations des élus communautaires et les axes stratégiques choisis. Ils ont ainsi pu présenter les efforts de la CACEM en matière d'emploi avec les missions locales, le PLIE d'Agglomération, les réalisations, projets en matière de clause d'insertion et de chantiers d'insertion. De même a été présenté l'actualité sur l'axe prévention de la délinquance avec la mise en place de l'Observatoire de la Tranquillité Publique, la sécurisation des Transport et les autres actions de Prévention en cours dans le cadre du Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD).



*Après des échanges sur la Politique de la ville au sein de la CACEM, **les deux délégués du Préfet**, respectivement : **Sonia REZAIRE, pour les Quartiers du Centre Ouest du Lamentin (Four à chaux, Vieux Pont, Bas Mission, centre ville), David AFRICA sur le Quartier Terre Sainville** ont pu présenter leurs missions, leurs visions de celles-ci et la méthodologie d'action qu'ils ont prévu d'apporter sur le terrain. Les échanges ont ainsi tournés sur leur positionnement au sein des Services de l'Etat et leur insertion dans le système d'acteurs actuels.

Dans la deuxième partie de cette rencontre, Bruno CARRER, **le Responsable du GIP-Grand Projet de Ville de Fort de France (GPV)** a ensuite présenté l'état d'avancée des différents programmes du GPV, notamment sur le Programme de Développement et de Rénovation Urbaine et les projets en cours. Ainsi, la dernière actualité importante est la qualification de Fort de France dans le Programme National de Rénovation des Anciens Quartiers Dégradés (PNRAQD-ANRU II), avec la Porte Caraïbe, un projet comprenant les quartiers situés des deux côtés de l'entrée de ville, de Dillon au Port de Fort de France. Il a pu également apporter des éclairages sur les autres projets en cours au regard des initiatives urbaines et de la coordination du GIP GPV.

*Après des échanges sur le Grand Projet de Ville, Jeff LAFONTAINE, **Responsable du CUCS de Fort de France a pu apporter des compléments d'informations sur ce Grand Projet de Ville en abordant notamment la partie accompagnement social**. Il a présenté des pistes sur l'évaluation du CUCS et notamment du travail réalisé par l'Observatoire social et des autres projets en cours.

* Après des échanges sur le CUCS de Fort de France, Mme Marièle IPHAINE, **responsable du GIP-DSU et du CUCS du Lamentin** a pu présenté sa **programmation de l'évaluation du CUCS** en développant les axes, problématiques et actions sur lesquels devraient reposer cette évaluation notamment la géographie prioritaire, le Programme de réussite éducative et le CASE de Pelletier.

Les échanges de cette matinée ont ainsi permis de faire le point sur les réformes et projets en cours. Par ailleurs, les acteurs de la politique de la ville ont pu croiser leurs regards sur leurs actions et leurs territoires respectifs mais aussi sur l'évolution

de cette politique publique à l'échelle de la Martinique. La qualité de cette rencontre a surtout été due à la diversité des participants, territoires et thématiques qu'ils représentaient.

Le Compte rendu de cette rencontre sera bientôt disponible sur le site internet, de même que les Diaporamas d'intervention (<http://www.villecaraibe.com/cr-acte.html>)

APPELS A PROJETS

- Pour solliciter des subventions pour la Formation des bénévoles, les associations doivent répondre à des critères déterminés et déposer leur projet et demande sur Dossier CERFA avant le 19 mars. Attention il faut se rapprocher de **la DDJS, Paul BRUNATI (0596 59 03 25)** paul.brunati@jeunesse-sports.gouv.fr
- La Fondation de France lance les appels à projets 2010 suivants :
 - « Habitat, développement social et territoire », en direction des professionnels ou bénévoles d'associations, gestionnaires, animateurs, travailleurs sociaux, techniciens ou habitants actifs, impliqués dans cette démarche.
Dates limites de retour des dossiers de candidature : 15 mars et 6 septembre 2010
 - « Médiation vers et dans l'emploi » Date limite de réception des dossiers : 3 mai 2010
 - « Aidons tous les collégiens à réussir ! » (mars)
 - « Allez les filles ! », La pratique physique et sportive, facteur de développement pour les adolescentes des territoires sensibles. Date limite de retour des dossiers de candidature : 12 avril 2010.
- Le ministère de la Culture et de la Communication lance de nouveau l'appel à projets : " Pour une dynamique culturelle dans les quartiers " , dans le cadre du [Programme triennal d'action 2009-2011](#) en faveur de la politique de la ville.
- Le Haut commissaire à la jeunesse, le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, lancent l'appel à projet : « **Livret de compétences** ». Les dossiers de candidature sont à envoyer au Recteur au FRAFF à la date fixée par ceux-ci et au plus tard le 15 mars 2010 uniquement pour les dossiers électroniques.
- La semaine du développement durable qui s'effectue sur la base d'appels à projets lancés auprès de tous les acteurs de la société civile se déroulera pour les scolaires du 22 au 27 mars 2010 et pour les porteurs de projets du 1^{er} au 7 avril 2010.
- La 9^e édition du concours **Talents des cités** est lancée et est ouverte aux créateurs d'entreprises de moins de 40 ans, installés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville et/ou en zone franche urbaine (ZFU). Inscription directe avant le 31 mai 2010 en ligne sur www.talentsdescites.com, rubrique « s'inscrire ».

Retrouvez ces éléments et tous les appels à projets actualisés sur la rubrique Appels à projets du site internet du Centre de ressources : <http://www.villecaraibe.com/appels.html>

ETUDES ET PUBLICATIONS RECENTES

Le dernier rapport du Médiateur de la République ne peut pas laisser indifférent, et mérite d'être étudié avec intérêt par tous. Les conclusions qu'il présente nous amène, même, à nous interroger sur les handicaps divers que la société engendre elle-même... « *Je suis inquiet car je perçois, à travers les dossiers qui me sont adressés, une société qui se fragmente, où le chacun pour soi remplace l'envie de vivre ensemble (...). Cette société est en outre en grande tension nerveuse, comme si elle était fatiguée psychologiquement* », dit M. Delevoye dans un entretien au journal Le Monde daté dimanche-lundi

[article du Monde](#)

[téléchargez le rapport 2009 du Médiateur de la République](#)

Etude sur la médiation sociale en Martinique, Etats des lieux et perspectives

Cette Etude commandée par le Centre de ressources Politique de la ville a mobilisé un groupe de travail qui a fait émerger des éléments de diagnostic et également des préconisations issus des échanges, entretiens et contributions des acteurs de la médiation sociale. Cette étude sera publiée sur le site cette semaine prochaine et très bientôt transférée aux acteurs du DSU. Le temps que la diffusion soit assez large et également donne le temps aux différents partenaires d'en prendre connaissance et de la lire, le Centre de ressources proposera une restitution de cette étude avec forum et échanges sur la médiation sociale en fin de mois de Mars.

[Sommaire](#)

Les inégalités de revenus entre les DOM et la métropole (Etudes de l'INSEE)

En 2006, la moitié des ménages des départements d'outre-mer ont un revenu disponible par unité de consommation (ou équivalent adulte) inférieur à 9 552 euros, plus bas de 38 % à celui des ménages métropolitains : en Guadeloupe et Guyane, ce revenu dit médian est inférieur de 40 %, en Martinique de 34 %.

[Lire la suite du communiqué de presse](#)

[Accéder à la publication en ligne sur le site national](#)

Rapport en ligne du CESR de Martinique : La Jeunesse Martiniquaise : Priorité des deux prochaines décennies

Comme toutes les jeunesses du monde, celle de la Martinique gravite entre espoir et désespoir. Le Conseil Economique et Social de Martinique est parti pendant deux ans à la rencontre de la jeunesse : Celle qui réussit, celle qui doute et celle qui "galère". Le sentiment d'abandon prédomine et laisse parfois place à un sentiment de révolte. A cœur ouvert, des jeunes ont offert leur analyse, leurs propositions. Le CESR a écouté, analysé et proposé 65 recommandations.

Il est urgent de faire vite et d'offrir des alternatives crédibles à ces jeunes.

[Cliquez ici pour télécharger ce rapport](#)

Rapport final : Quels effets attendre d'une politique d'implication des parents d'élèves dans les collèges ?

Baisse de l'absentéisme et amélioration des performances scolaires : Martin Hirsch, Haut commissaire à la jeunesse, rend publics les enseignements de l'expérimentation « La mallette des parents », réalisée dans l'Académie Créteil et évaluée par l'Ecole d'Economie de Paris. Pour télécharger ce rapport : [Cliquez ici](#)

Rapprocher les familles populaires de l'école : analyse sociologique d'un lieu commun. Dossiers d'études de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), n° 125, février 2010

« Rapprocher les familles populaires de l'école » est devenu un leitmotiv des politiques éducatives en France, comme dans de nombreux pays occidentaux. Dès la mise en place des Zones d'éducation prioritaires (ZEP) en 1981, l'école a été invitée à « s'ouvrir » au monde extérieur et, notamment, aux parents qui, depuis la loi d'orientation sur l'école de 1989, font partie intégrante de la « communauté éducative »¹. L'invocation de la nécessité de ce rapprochement rassemble, dans un consensus très large, les décideurs politiques, les acteurs de terrain et de nombreux spécialistes des sciences sociales. C'est cette injonction faite aux établissements scolaires et aux familles populaires que nous voudrions interroger sociologiquement. Pour télécharger ce dossier d'études : [cliquez ici](#)

Délinquance des mineurs : un rapport plaide en faveur de la prévention sociale et éducative. Commandé en novembre par le secrétaire d'Etat à la Justice, Jean-Marie Bockel, le rapport réalisé par Jean-Yves Ruestch, de la ville de Mulhouse, préconise 60 propositions pour « construire une politique de prévention juvénile renforcée et renouvelée ». [Cliquez ici pour télécharger cet article](#) Téléchargez le rapport [Prévenir la délinquance, un enjeu pour demain](#)

Le Guide pratique de l'association

Ce guide est diffusé par le Haut Commissaire à la jeunesse. Vous pouvez vous le procurer gratuitement notamment auprès de la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la cohésion sociale de votre région. Ce guide a été mis sous presse en juin 2009. Il ne prend donc pas en compte les mesures législatives et réglementaires intervenues après cette date. Aussi, nous vous recommandons de vérifier les mises à jour qui sont réalisées 3 fois par an. Pour visionner et télécharger ce guide sur le site du haut commissaire : [cliquez ici](#)

REVUE DE PRESSE et ACTUS

« Lire et Dire pour le Plaisir » mars 2010

L'association Virgul' vous propose un stage autour de la lecture de jeunesse « Lire et Dire pour le Plaisir », du mercredi 03 au samedi 13 mars 2010. Ce rendez-vous annuel à l'initiative de la Direction Régionale des Affaires Culturelles offre :

- des rencontres avec des auteurs et des conteurs qui présentent leurs ouvrages aux élèves.
- un concours de lecture expressive. Découverte de jeunes talents avec des moments mémorables !
- une soirée de clôture réservée au grand public où artistes confirmés, auteurs et amateurs animent la rencontre.

Pour en savoir plus : <http://www.virgul972.com/>

[Sommaire](#)



Le quartier surplombe le canal Levassor et présente une architecture étagée. (J-M.E/France-Antilles)

Une trentaine d'habitants du quartier Bô Kannal ont signé une lettre ouverte dans laquelle **ils ont exprimé leur inquiétude face au programme d'aménagement de leur quartier**. Les habitants du quartier et les représentants de l'association Bô Kannal Ansamn, Dominique Chauvet, Nico Gernet, Eric Lessort, Mario Moreau et Victor Treffre, ont fait une liste d'exemples qui révèlent de plus en plus cette crainte : l'espace front de mer derrière le terrain de football et le terre-plein de

la pyramide ont été réquisitionnés pour l'entreprise Mozaïk CFTU ; l'espace Esso a été récupéré sur fond de pollution pétrolière ; l'espace Fond Kérosine a vu naître des immeubles et va également se transformer en parkings et espaces publics... De même, l'installation de nombreuses administrations : police municipale, services techniques... Est-ce une véritable politique d'occupation des lieux ? Ces constats, auxquels venait s'ajouter le manque de clarté des concertations avec la mairie, ont déclenché un mouvement de protestation que le maire, Serge Letchimy, n'a pu ignorer, car pour les habitants du quartier « *l'ère de la démocratie informative devait disparaître au profit de la vraie démocratie participative* », a souligné Dominique Chauvet.

Julie Ovide, architecte et chef du service aménagement de la ville, indique que le maire a insisté auprès de ses services pour **que les projets d'aménagement gardent l'esprit du quartier**. « *Nous n'allons pas raser pour reconstruire des immeubles, nous allons garder cette configuration et travaillons de fait au cas par cas. Nous avons prévu 72 démolitions et dans cette opération, certains habitants ont accepté de bouger quand leur maison se trouvait en plein sur un réseau.*

D'autres ont procédé à des échanges. » Elle apporte un détail qui a tout de même son importance : les travaux actuels ne comprennent pas la restauration des maisons. « *Ce volet reste la part des habitants et les gens peuvent par l'intermédiaire de l'Opah-Vivre Foyal (Opération programmée d'amélioration de l'habitat) bénéficier d'une aide de l'ANAH, l'Agence nationale de l'habitat, pour réparer leurs maisons tout en faisant étudier leur accession à la propriété.* »

L'autre problème mis en avant par l'association Bô Kannal Ansamn, c'est **l'accès dans le quartier. La question du désenclavement du quartier a par conséquent trouvé beaucoup de soutien à la fois de la part des habitants et des politiques quand elle a été mise en avant.**



Julie Ovide indique que l'impasse Gustave-Michel sera transformée en voie piétonne, mais pourra accueillir des véhicules de secours motorisés puisqu'elle sera équipée de plots. Quant aux nombreux escaliers qui traversent les trois parties du quartier, ils seront élargis et disposeront de garde-corps aux normes. « *Nous allons reprendre tous les trous et caniveaux et le gros travail sur les rues piétonnes et les voies transversales vont donner en plus des places, une nouvelle lecture du quartier, ce qui va aider à réduire le sentiment d'insécurité* », souligne l'architecte.

Cet immeuble récent qui offre des logements plus décentes à quelques habitants du quartier, s'élève au milieu des habitations encore dégradées pour la plupart au

lieu-dit Fond Korosine. Cette partie fera l'objet d'un autre programme d'aménagement. (C.Ro/France-Antilles)

Serge Letchimy souligne que : « *Pour aménager, il faut un **remembrement foncier**. Le quartier Morne Abellard a plusieurs terrains privés comme Plissonneau, De la Houssaye, des terrains municipaux, des terrains de la colonie dévolus au département avec la départementalisation de 1946, tout cela sans oublier d'autres terrains à caractère privé. On se retrouve à peu près **avec cinq statuts fonciers différents!** Pour aménager, on est obligés de faire un remembrement foncier. Pour sa part, le conseil général a dit qu'il céderait directement aux familles les parcelles qu'elles occupent. Nous avons établi un **programme de restauration du quartier et le chantier a commencé avec les travaux des réseaux puisque le quartier a besoin de ces aménagements. S'agissant des rapports avec les habitants, le quartier compte beaucoup d'associations qui***

ont comme volonté d'être plus impliquées. Nous avons donc créé un comité de pilotage présidé par un membre du quartier... » (source FA.)

- Transformer en respectant l'existant

Douze mois de travaux pour un total de 3,5 millions d'euros, c'est l'enveloppe dédiée à la réhabilitation de Bô Kannal. Le département d'aménagement et d'architecture de la ville travaille donc sur le **projet de réaménagement au niveau de trois zones : Morne Abellard, le Verger et Rive-Droite (hors Texaco qui fait partie d'une autre enveloppe).**

Julie Ovide apporte quelques précisions. **« Il n'y aura déplacement de certaines familles qu'avec leur accord. Pour l'heure, de nombreux espaces sont libérés, et en parallèle, le processus d'accession à la propriété s'articule avec l'appui de la Mous (NDLR : Maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale) où intervient un opérateur pour la mairie, Philippe Yerro, qui assure le lien entre les familles et les équipes techniques. »**

En termes de transformations il sera possible de voir à l'avenir (liste non-exhaustive) : le prolongement du Malecòn jusqu'à la Pointe des Nègres avec des équipements publics et dédiés au sport dont une piscine municipale, des parkings, un village et des commerces sur la partie où se trouve le reste de l'école Marcel-Placide, la création de cinq places (équipées de bancs, d'éclairage, d'espaces verts) réparties entre le Morne Abellard, le Verger et Rive-Droite, l'enfouissement du réseau électrique aérien...

Adaptation des règles du FISAC pour l'Outre mer

Le gouvernement a annoncé avoir adapté pour les départements d'outre-mer les règles du fonds d'intervention des services, de l'artisanat et du commerce (FISAC), tenant l'engagement pris par François Fillon l'année dernière. Dans un communiqué, Marie-Luce Penchard (outre-mer) et Hervé Novelli (commerce, artisanat, PME, tourisme) soulignent que **l'ensemble de la procédure, de l'instruction à la décision, sera désormais déconcentré au niveau des préfets. "Afin d'alléger les budgets des collectivités territoriales, il sera désormais possible, pour les projets d'opérations collectives, de substituer la participation financière de celles-ci par des fonds structurels européens"**, indiquent-ils.

Les hameaux et bourgs ruraux de moins de 3.000 habitants, et non plus uniquement les communes comme c'est le cas pour le dispositif en vigueur au niveau national, seront désormais éligibles aux opérations collectives et d'aménagement en milieu rural, ainsi qu'aux opérations individuelles.

Selon les deux ministres, **"cette adaptation est particulièrement utile outre-mer, les territoires se caractérisant par des communes de taille relativement importante mais composées de nombreux hameaux ou bourgs ruraux"**.

Principal outil de politique publique en faveur du commerce de détail et de l'artisanat commercial, le FISAC a pour priorité la préservation et le développement d'un tissu d'entreprises de proximité.

Aujourd'hui, ce fonds est peu utilisé outre-mer, rappellent Mme Penchard et M. Novelli. "Les nouvelles règles mises en place devraient faciliter son appropriation par les acteurs locaux".

Un budget de huit millions d'euros, spécialement consacré aux départements d'outre-mer, a été mis en place en 2010.

Les petits commerces alimentaires en voie de structuration

« Pérenniser le commerce de proximité alimentaire » tel est l'ambition et l'appellation du nouveau dispositif mis en place par la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises). « Le but est de mettre à la disposition de ces petites entreprises un dispositif de pilotage des **activités** avec notamment un tableau de bord qui favorisera leurs performances sociales et économiques. 2 phases seront nécessaires à la mise en place de ce dispositif. Un diagnostic global puis par entreprise sera d'abord établi. Ensuite un ensemble de formation-actions de l'ensemble du personnel et du dirigeant de chaque entreprise sera mis en œuvre.

Parallèlement une série de réflexions sera engagée au sein de groupe de travaux pour accroître la compétitivité de petits commerces alimentaires. **La création d'une centrale d'achats** a été l'une des pistes évoquées. Le projet est prévu pour une durée de un an. 10 entreprises se sont engagées, à titre expérimental. Cette phase de test passée, ce dispositif sera appliqué à d'autres secteurs.

[Sommaire](#)

La Maison de la justice et du droit de Fort de France

3510 Martiniquais se sont rendus à la Maison de la Justice et du droit (MJD) en 2009. Une fréquentation qui ne cesse d'augmenter depuis que la structure est chapeautée par l'association « **La main tendue** ». Alexandra Matézua-Louis, coordinatrice du conseil local de sécurité et de prévention de Fort-de-France, a indiqué que par la modernisation de la Maison du droit, « ... il s'agissait de continuer à remplir sa mission traditionnelle mais faire aussi de la prévention, de la médiation... »

Le réseau de la MJD est constitué d'une greffière, d'avocats et de délégués du procureur de la république. Il y a aussi plusieurs associations : pour l'aide aux victimes, des groupes d'entraide et de parole, une psychologue....

L'association « **La main tendue** » met en place des médiateurs de rue qui travailleront la nuit sur le centre ville de Fort-de-France. A partir du carnaval il devrait être 10. Très prochainement la MJD va assurer des permanences dans les quartiers dont les premiers à en bénéficier seront Dillon et Godissard.

La Maison de justice et du droit des Terres-Sainville a été saluée comme l'une des plus performantes de France, par Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat à la Justice.

10^{ème} séminaire de l'école des parents et des éducateurs de la Martinique

L'école des parents de l'AMDOR 2000 organise en collaboration avec les partenaires sociaux (CAF, Conseil Général, Conseil Régional...) son 10^{ème} séminaire de l'école des parents qui se tiendra le 25 et 26 mars 2010 au CAT de Rivière l'Or sur le thème : « Violences familiales, hommes, femmes, enfants ». La participation est de 200 euros par personne - dernier délai d'inscription : le 19 mars 2010.

Un site internet pour l'emploi et la création d'entreprise

Le délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer, Patrick Karam, a annoncé le lancement du « **premier portail internet exclusivement dédié à l'emploi et à la création d'entreprise pour les ultramarins vivant outre-mer et en métropole** » .

Ce portail gratuit (www.e-deom.com), qui sera animé par l'association d'entrepreneurs ultramarins Gefdom, est destiné à réduire les discriminations et injustices sur le marché de l'emploi en outre-mer.

Il mettra en relation les demandeurs et les patrons cherchant à recruter aussi bien en outremer qu'en métropole.

« Les candidats ultramarins bénéficieront d'une priorité lorsqu'ils présentent les compétences requises au titre de l'avantage que leur donne la connaissance de l'environnement géographique du lieu de travail ainsi que la culture locale », a souligné M. Karam. Ce dernier a également signé avec l'association Gefdom des conventions de partenariat avec Pôle emploi, l'Agence pour la création d'entreprise (APCE), l'Agence de l'outre-mer pour la mobilité (LADOM) et la Fedom (Fédération des entreprises des départements d'outre-mer). L'association Gefdom compte environ 200 chefs d'entreprises. Les jeunes de 16 à 25 ans révolus ayant du mal à trouver un travail font partie des cibles prioritaires du site, avec les chômeurs, les jeunes diplômés, les cadres ou fonctionnaires souhaitant une nouvelle affectation ainsi que les « publics les plus éloignés de l'emploi » (cherchant une réinsertion par exemple).

Le parrainage vers l'emploi : Sainte Luce

Au 30 septembre 2009, on dénombrait sur le territoire de l'espace Sud, **pas moins de 2797 jeunes de moins de 25 ans confronté à de réelles difficultés d'insertion professionnelle**. Afin d'agir sur cette situation, la Mission Locale en collaboration avec la Maison de l'Emploi de l'espace Sud, met en œuvre, dans le cadre de leurs missions en faveur de l'emploi, **une opération de parrainage à destination des jeunes de 16 à 25 ans. L'objectif de cette opération est de mettre en relation des personnes bien installées dans le monde professionnel afin qu'elles accompagnent des jeunes qui rencontrent des difficultés dans leur insertion professionnelle en raison de la faiblesse de leur qualification, de leur appartenance à un milieu défavorisé, ou d'un manque de relation susceptibles de les aider dans leur insertion**. L'opération se déroulera sur un semestre. La mise en relation entre les parrains et les filleuls, première étape du processus, a eut lieu à la mairie de Sainte-Luce. De nombreux élus, chefs d'entreprises et salariés du territoire, dans un élan de solidarité pour la jeunesse martiniquaise, ont accepté d'être parrains et de venir s'engager lors de cette manifestation en signant la charte de parrainage.

Un nouveau Dillon info

La 49^e édition du magazine de quartier Dillon Info vient de paraître. On y trouve de multiples rubriques comme celle de la vie associative avec les **déférentes manifestations organisées par le tissu associatif dillonais**. Côté éducation, il est

[Sommaire](#)

question des différentes actions des écoles primaires et maternelles de la cité. Vous trouverez aussi des articles sur l'implantation de nouvelles petites entreprises, la présentation de la nouvelle agence de sécurité sociale de l'Etang z'Abricots, la prévention et traitement du diabète avec le cabinet d'Appels Infirmiers, le calendrier du Comité régional de cyclisme martiniquais, l'insertion et développement durable, c'est possible, la formation avec des collégiens accueillis au Huit à 8 Dillon pour un stage et le décès d'une grande dame Mme Dumeur, du commissaire de course martiniquais Ernest Sylvestre, etc...

« Si Dillon m'était conté »

Un projet collectif « Si Dillon m'était conté », basé sur la **mémoire et la créativité des habitants** a vu le jour à Dillon. C'est un véritable chantier porté par l'association Boucan, **une formation riche et pluridisciplinaire qui fera acquérir des compétences professionnelles** indéniables aux participants et donnera lieu à terme, à la délivrance d'un certificat de stage. Cette formation menée par le Ministère de la culture de la jeunesse et des sports, s'inscrit dans le cadre de la « dynamique espoir banlieue » voulue par le gouvernement. **Ainsi financée par le CUCS de Fort-de-France, la DRAC, la DDJS et le conseil Général, l'action sera totalement gratuite pour tous les participants.** Prise en main par les résidents, elle aboutira au terme d'une année d'accompagnement par la création d'un livre, et de supports visuels, véritables mémoires collectives et patrimoines écrits retraçant l'évolution de **ce quartier mythique de Fort-de-France.**

Il s'agira ainsi pour une **soixantaine de résidents exclusifs de Dillon, de suivre cette formation accompagnée de trois professionnels** des arts, en faisant émerger une œuvre alliant l'écriture, la peinture et la photographie comme vecteur d'expression artistique au service d'une œuvre commune.

Ainsi, Jean-Louis Saiz, auteur artiste, 30 années d'expérience et de formation à la photographie, assurera le lien entre les trois homologues formateurs officiant sur le projet : Ines Euzet, animatrice d'art plastique mais aussi, directrice du centre culturel de Sainte-Marie, officiera dans l'apprentissage des techniques de peinture et production du support final ; l'écrivaine et enseignante Nicole Cage-Florantini, assurera la partie rédactionnelle. Elle contribuera à faire émerger l'inspiration et la mise en mot des ressentis et vécu de ceux qui vivent à Dillon et qui ont vécu l'évolution du quartier mais aussi auraient des choses à dire. Dallas, Texas, Cité ou Hauts de Dillon, Distillerie ou bien d'autres lieux, c'est un vrai travail sur l'humain, les lieux et la parole qui donneront lieu à plusieurs phases simultanées d'actions pouvant aboutir à ce projet d'envergure. **Association Boucan : 0696 05 05 73 Email : vboucan-dillon@hotmail.com**



Qu'est-ce que Solfia ?

Solfia, **solutions de financement pour les associations, est un portail qui vous propose des fiches outils pour vous accompagner dans vos recherches de financements.** Solfia s'adresse aux dirigeants associatifs, à leurs réseaux et fédérations, et aux organismes d'accompagnement.

Pour visiter ce site : [cliquez ici](#)

Repenser la politique de la ville

Relancée avec force, en 2003, sous l'impulsion de [Jean-Louis Borloo](#), la politique de la ville a fait récemment l'objet d'évaluations qui montrent des résultats plutôt décevants au regard des objectifs qui lui avaient alors été fixés. Cette déception relative semble conduire le gouvernement à préparer une révision à la baisse de la politique en question au lieu d'une réévaluation de ses présupposés pour en redéployer autrement les moyens.

[Cliquez ici pour télécharger cet article](#)

Xavier Darcos et Fadela Amara rappellent leurs priorités pour la politique de la ville
[téléchargez l'article de la gazette des Communes](#)

Les grandes villes à l'heure des choix

"Subir ou choisir ? La voiture individuelle, le ghetto, l'étalement urbain" : c'est autour de cette large thématique que

[Sommaire](#)

l'Association des maires de grandes villes de France (AMGVF) a organisé le 9 février à Paris, en partenariat avec la Caisse des Dépôts, un séminaire réunissant élus, chercheurs et techniciens. Constat d'ensemble : rien n'est inéluctable et les politiques locales peuvent faire beaucoup pour construire un développement urbain durable. [Lire la suite](#)

"Le principe des ZEP (zones d'éducation prioritaire), c'est-à-dire donner plus à ceux qui ont moins, n'est plus appliqué. Et on ne se retrouve plus qu'avec des professeurs débutants qui ne veulent pas aller dans ces établissements. Lorsqu'on regarde de près le budget consolidé de ces lycées en ZEP en incluant les salaires, ils sont moins dotés que les autres établissements. La politique vers les ZEP est un cache misère. Dans l'éducation nationale, tout se passe comme si en médecine on confiait aux généralistes débutants des opérations à cœur ouvert et aux grands pontes des rhumes de cerveau. Il faut rétablir l'équité. (...)"

"Philippe Meirieu : « Le problème, c'est que les Etats généraux ont déjà eu lieu »" sur 20minutes.fr le 17 février 2010
"EDUCATION - Philippe Meirieu : pédagogue, fondateur des IUFM, ex-conseiller de Claude Allègre, et candidat Europe Ecologie aux régionales de Rhône-Alpes dénonce la tenue d'Etats généraux pour remédier à la violence scolaire et livre quelques solutions... [\(...\)](#)"

Ce que la Loppsi 2 prévoit pour les collectivités locales (article de la gazette des communes)

Police municipale, vidéosurveillance, partenariat local... Le texte adopté le 16 février par les députés comporte de nombreuses dispositions intéressant les collectivités. En attendant le vote du Sénat ces propositions viennent compléter la loi Loopsi 1. [Cliquez ici pour télécharger cette article de la gazette des communes](#)
[Le dossier législatif sur le site de l'Assemblée](#)

« La coproduction locale de la sécurité en France : un partenariat interinstitutionnel déficient », Virginie Gautron Champ pénal / Penal field, nouvelle revue internationale de criminologie [En ligne], Vol. VII | 2010, mis en ligne le 27 janvier 2010, consulté le 24 février 2010. URL : <http://champpenal.revues.org/7719>

Dix objectifs pour "une nouvelle société à responsabilité sociale et environnementale" en 2020

Valérie Létard, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, a dévoilé ce 17 février au cours d'un Forum "Solidarité et écologie" dix objectifs à atteindre pour "tracer les contours d'une nouvelle société à responsabilité sociale et environnementale à l'horizon 2020". Ils font suite à la présentation fin janvier 2010 du plan de mobilisation en faveur de la croissance verte et de l'emploi et des mesures de lutte contre la précarité énergétique dans le logement.
[Le projet de "Pacte de solidarité écologique" sur le site du ministère de l'Ecologie](#)

Les députés adoptent le service civique

Le 4 février, les députés ont adopté la proposition de loi du sénateur Yvon Collin, créant un service civique qui s'adressera, sur la base du volontariat, aux jeunes âgés de 16 à 25 ans de nationalité française ou résidant en France depuis plus d'un an.
<http://service-civique.gouv.fr/>

CONSULTEZ NOTRE RUBRIQUE : APPELS A PROJETS REGULIEREMENT MISE A JOUR

<http://www.villecaraibe.com/appels.html>

[sommaire](#)